

Les subsides

A un moment où il est absolument essentiel de réduire le déficit, pour obtenir le renouveau et la croissance économique recherchés, il faut remettre en question l'efficacité de nos stimulants. De toute évidence, il faudra discuter de la question des niveaux d'aide aussi sérieusement que de la façon de changer la façon d'offrir les stimulants. En attendant, nous pouvons toujours signaler plusieurs problèmes de plus en plus évidents que recèle le système actuel. Ainsi, le programme des subventions repose sur le bon plaisir des administrateurs et cause des problèmes, dont le moindre n'est pas le temps qu'il faut pour obtenir une approbation. Le temps est trop précieux. Il faut prendre rapidement des décisions. Il faut par ailleurs admettre que si les stimulants fiscaux compliquent trop le régime fiscal et l'administration de l'impôt, les critiques que l'ont fait actuellement au sujet des subventions sont également valables pour les stimulants.

Pour terminer, je dirai que ce sont avant tout les bénéficiaires qui motivent une réforme fiscale. Pendant que nous sommes aux prises avec les détails techniques, les subtilités et les complications de notre régime fiscal, il ne faut jamais perdre de vue les citoyens qu'il doit servir en fin de compte. C'est la raison de tous nos efforts. Ce sont en fin de compte les Canadiens et les Canadiennes qui importent. C'est l'objectif des personnes qui se sont réunies aujourd'hui avec le Comité national d'action. J'espère que tous les députés veulent rendre l'économie canadienne plus juste. La marée économique monte et alors, toutes les embarcations sont à un niveau plus élevé, y compris celles dans lesquelles se trouvent tous les Canadiens.

Le président suppléant (M. Paproski): Questions ou commentaires? Comme il n'y a pas de questions ni de commentaires, nous poursuivrons le débat avec le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom).

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, mon bon ami d'Edmonton s'est beaucoup préoccupé du déficit. Je crois que l'énorme déficit que nous avons au Canada inquiète tout le monde. Ce que je crains, néanmoins, c'est que le parti conservateur s'efforce de réduire le déficit en sabrant dans divers programmes sociaux.

Une voix: Non, ce n'est pas ce que nous ferons.

M. Nystrom: J'ai entendu un député dire «Non». Je crois que les autres nous font savoir qu'ils veulent s'attaquer à ce problème en sabrant dans les programmes. Cette perspective me rend très nerveux. La bonne façon de s'attaquer au problème du déficit, c'est de faire de nouveau du Canada un pays de producteurs. Nous devons commencer à produire et à travailler.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Bien dit!

M. Nystrom: Nous devons faire du Canada un pays de producteurs et commencer à substituer aux importations des biens et des services canadiens. Nous parviendrons à ce résultat en faisant porter nos efforts surtout sur les secteurs de base: l'agriculture, la pêche, les forêts, les ressources minérales et les petites entreprises.

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: Voilà dans quelle voie je souhaiterais voir le pays s'engager. La deuxième façon de parvenir à ce résultat, monsieur le Président, c'est de procéder à une réforme de la fiscalité.

Mme Jewett: Ils ne vont pas vous applaudir cette fois-ci, car ils ne sont pas favorables à une réforme de la fiscalité.

Une voix: Bravo!

M. Nystrom: Il y a un conservateur qui souhaite une réforme fiscale. Y a-t-il d'autres conservateurs qui sont favorables à une réforme de la fiscalité à la Chambre, monsieur le Président?

M. Mazankowski: Bravo!

M. Nystrom: Il y en a un deuxième là-bas. Je pense qu'ils savent que les riches bénéficient d'avantages fiscaux au Canada depuis beaucoup trop longtemps. Le ministre des Transports (M. Mazankowski) est d'accord avec moi. Étant lui-même très à l'aise, il connaît parfaitement cet aspect de la question.

M. Mazankowski: Pas aussi riche que vous.

M. Nystrom: Nous avons toutes sortes d'échappatoires fiscales pour les très grosses compagnies. Les impôts dont le paiement est différé totalisent des milliards de dollars. Si nous éliminions ces échappatoires et procédions à une réforme fiscale dans notre pays, monsieur le Président, et si nous obligeons les riches à payer leur juste part, je pense que nous pourrions éliminer une bonne partie du déficit tout en sauvegardant les programmes sociaux dont ont besoin tous les Canadiens, et surtout les femmes et les enfants. J'espère que la Chambre s'orientera dans cette voie.

La question de l'égalité constitue l'aspect le plus important du débat d'aujourd'hui. L'égalité ne règne certainement pas encore entre hommes et femmes sur le plan de l'emploi ou des salaires. Nous pouvons dire qu'au Canada, à bien des égards, le fossé s'élargit au lieu de se rétrécir. Avant Noël, nous avons reçu le rapport du juge Abella intitulé Égalité en matière d'emploi. Je voudrais vous citer certains chiffres sidérants qui figurent dans ce rapport.

Premièrement, il faut bien comprendre que les femmes sont de plus en plus nombreuses sur le marché du travail. En 1966, seulement 35 p. 100 des femmes canadiennes travaillaient. En 1976, ce taux était passé à 45 p. 100 et, en 1982, à près de 52 p. 100. En ce qui concerne les hommes, en 1966, 80 p. 100 d'entre eux étaient sur le marché du travail tandis qu'à l'heure actuelle ce pourcentage est tombé à 77 p. 100. Par conséquent, le taux de participation des hommes diminue légèrement tandis que celui des femmes augmente très rapidement.

Examinons le genre d'emplois que les femmes exercent et les salaires qu'elles touchent en échange de leur travail. A la page 63 de la version anglaise de ce rapport, nous voyons quelle était la composition procentuelle des grands groupes de professions, selon le sexe, au Canada, en 1981. Le premier groupe de professions comprend les postes de gestion, d'administration et les fonctions connexes. Nous constatons que 75 p. 100 de ces emplois sont occupés par des hommes et seulement 25 p. 100 par des femmes. A la Chambre des communes, la proportion est encore pire. Nous devons donc apporter des changements dans notre société et dans le processus électoral. Dans le domaine des sciences naturelles, du génie et des mathématiques, nous constatons là aussi un écart considérable entre hommes et femmes. Les gens qui occupent ces emplois sont à 86 p. 100 des hommes, ce qui ne laisse que 14 p. 100 de femmes.

J'ai déjà mentionné la nécessité de stimuler l'économie dans le secteur des forêts, des pêches, de l'agriculture et des mines. Telles sont les ressources que nous possédons. Comme le dit